

Brochure descriptive des cours optionnels

DU « Affaires publiques – concours de la haute fonction publique »

Les étudiants du DU « Affaires publiques - concours de la haute fonction publique » trouveront ci-dessous les descriptifs des cours optionnels proposés dans le cadre de notre formation.

Les descriptifs de ces enseignements ont soit été extraits des brochures des composantes organisatrices, soit directement transmis par les enseignants.

ATTENTION :

Ces éléments sont donnés à titre indicatif : ils sont pour la plupart issus des brochures des composantes organisatrices datant de l'année universitaire 2019-2020.

Ils sont par conséquent susceptibles de ne pas être identiques aux nouveaux programmes de l'année universitaire 2020-2021. Les étudiants pourront se renseigner directement auprès de leurs enseignants.

Les descriptifs sont susceptibles d'être modifiés et mis à jour au cours de l'année.

Options proposées au semestre 1

Droit de la Sécurité sociale (19h30)

Cours assuré par Mme Irène POLITIS

Le droit de la Sécurité sociale vise à donner aux étudiants les bases juridiques de la protection sociale et de ses mécanismes.

Au-delà de l'utilité intellectuelle et personnelle que le cours peut avoir, il représente un secteur d'une spécialisation professionnelle possible, et vise à préparer les étudiants à leur entrée en M2, et, à les rendre directement opérationnels dans le cadre de leur carrière professionnelle future (RH, cadres des organismes de protection sociale, conseil, etc.).

INTRODUCTION

§ 1 : Contours du droit de la protection sociale

- A. Définition de la protection sociale
 - 1. La distinction entre protection sociale et sécurité sociale
 - 2. La protection sociale comme réponse au risque social : les fonctions de la protection sociale
- B. Les techniques de prises en charge
 - 1. Les techniques individuelles
 - 2. Les techniques collectives
- C. Définition du droit de la protection sociale
 - 1. Une discipline juridique en interaction avec d'autres disciplines
 - 2. Une branche du droit en interaction avec d'autres branches du droit

§ 2 : Les modèles historiques et le plan français de sécurité sociale

- A. Les modèles historiques
 - 1. Les lois Bismarck
 - 2. Le rapport Beveridge
- B. Le Plan Français de Sécurité sociale
 - 1. Les premières expériences d'assurances sociales
 - 2. La mise en place du Plan Français de Sécurité sociale

Le système français de protection sociale

Chapitre I : vue d'ensemble de la sécurité sociale

§ 1 : Les sources du droit de la protection sociale

- A. Les sources internationales
 - 1. Le droit international
 - 2. Le droit européen
 - 3. Le droit de l'Union européenne
 - 4. Les règles de coordination

- B. Les sources internes
 - 1. La constitution
 - 2. Les lois
 - 3. Les règlements
 - 4. Les conventions collectives

§ 2 : L'architecture du système

- A. Les régimes et les branches
- B. Les organismes compétents
 - 1. Panorama des différents organismes
 - 2. La nature des organismes
- C. La tutelle de l'Etat

§ 3 : Notions de financement

- A. Le principe de l'autonomie financière et l'équilibre financier
- B. Les modes de financement
 - 1. La diversité des sources de financement
 - 2. L'assiette des cotisations
 - 3. Le recouvrement

§ 4 : Notions de contentieux

Chapitre II : le régime général et ses différentes branches

§ 1: L'affiliation au régime général

- A. Le principe général d'affiliation
- B. Les principes subsidiaires
 - 1. Les autres catégories de personnes affiliées
 - 2. La présomption de non-assujettissement

§ 2 : L'assurance maladie et maternité

- A. Les conditions d'ouverture de droits
 - 1. Les conditions générales
 - 2. La notion d'ayant-droit
 - 3. Les conditions dérogatoires
- B. Les prestations en nature
 - 1. Les relations entre la sécurité sociale et les professions médicales
 - 2. Le contenu des prestations
- C. Les prestations en espèce
 - 1. Les prestations maladie
 - 2. Les prestations maternité

§ 3: Les accidents du travail et maladies professionnelles

- A. Les accidents du travail
 - 1. La notion d'accident du travail
 - 2. La réparation des accidents du travail
- B. Les maladies professionnelles

§ 4 : L'assurance retraite

- A. La pension du régime général (droits personnels)
 - 1. Les conditions d'ouverture de droits
 - 2. Les paramètres de calcul de la pension
- B. Les droits dérivés et l'allocation veuvage

§ 5 : Les prestations familiales

- A. Définitions et objectifs des prestations familiales
- B. Les conditions d'ouverture de droits
 - 1. La notion d'enfant à charge
 - 2. La résidence régulière
- C. Panorama des principales prestations famille et logement

Chapitre III : les autres formes de protection sociale de base

§ 1 : Les autres régimes de base

- A. Les régimes spéciaux
- B. Les régimes autonomes

§ 2 : L'assurance chômage

- A. Les conditions d'indemnisation
- B. Les modalités d'indemnisation

§ 3 : L'aide sociale

Bibliographie

J.P. Chauchard, *Droit de la sécurité sociale*, Paris, LGDJ (coll. Manuel)

J.J. Dupeyroux, M. Borgetto, R. Lafore, R. Ruellan, *Droit de la sécurité sociale*. Paris, Dalloz (coll. Précis Dalloz)

F. Kessler, *Droit de la protection sociale*, Paris, Dalloz (coll. Cours)

P. Morvan, *Droit de la protection sociale*, Paris, Litec

M. Borgetto, R. Lafore : *Droit de l'aide et de l'action sociale*, Paris, Montchrestien (coll. Domat droit public)

Juris-classeur *Sécurité sociale*, Editions techniques, Paris

Codes de sécurité sociale, de la mutualité, de la santé publique et de l'aide sociale...

Droit des sociétés (36h)

Cours assuré par M. Bruno DONDERO ou par M. Hervé LE NABASQUE (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

Expose la théorie générale des sociétés civiles et commerciales, l'affectio societatis, le contrat de société et les différents apports. Le cours entreprend également l'étude des sociétés en nom personnel et en commandite.

Droit international public (36h)

Cours assuré par M. Yann KERBRAT ou par M. Ioannis PREZAS (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

Envisage les aspects du droit international nécessaires à la formation générale de tout juriste : les modes de formation du droit international, et en particulier le mode conventionnel ; les rapports entre droit international et droit interne ; les acteurs (Etat, particuliers ...).

Droit des finances publiques (36h)

Cours assuré par M. Matthieu CONAN

Etudie le budget de la France, son mode d'organisation, ses règles et ses principes de fonctionnement (non spécialité, etc.).

Finances publiques (15h)

Cours assuré par M. François CHAMBON

ATTENTION : notez que le volume horaire semestriel du cours « Finances publiques » est inférieur à celui du cours délivré par l'EDS, « Droit des finances publiques ».

1. Introduction : Les enjeux et la pluralité des finances publiques à l'heure des réformes de la gestion publique

- Les enjeux juridiques, politiques, économiques, sociaux et internationaux
- Les finances de l'Etat et des autres collectivités publiques, les finances sociales, les finances communautaires
- L'enjeu de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la Modernisation de l'action publique (MAP)

2. Les grands principes budgétaires

Ou la lente émergence de la démocratie parlementaire et les impératifs d'une gestion publique moderne

3. Le projet de loi de finances

Ou le compte à rebours annuel des administrations publiques

4. Le budget de l'Etat

Ou la manifestation d'une politique économique et de ses contraintes

5. Les prélèvements obligatoires

D'un instrument de régulation budgétaire à un levier de politique économique et sociale

6. L'endettement public

Ou les nouvelles modalités de financement des collectivités publiques

7. Le contrôle des finances publiques

Ou l'équilibre à trouver entre contrôle de la régularité et contrôle de la gestion

8. Les finances locales

Des étapes de décentralisation et de réforme territoriale à la maîtrise de la dépense locale

9. Les finances sociales

Ou l'avenir de la protection sociale

10. Les finances communautaires

Ou les enjeux budgétaires de la construction européenne et de l'élargissement de l'Union européenne

Sociologie des organisations politiques (36h)

(Anciennement : « Forces politiques »)

Cours assuré par M. Thibaud BONCOURT

Ce cours et les travaux dirigés qui lui sont associés visent à présenter les notions élaborées par la sociologie politique pour comprendre la dynamique des partis politiques et d'autres organisations représentatives (syndicats, groupes d'intérêts, associations) dans les démocraties contemporaines. Le cours est centré sur l'assimilation de concepts fondamentaux en articulation avec des exemples empiriques contemporains, français et étrangers. Il s'agit pour les étudiants de :

- Maîtriser les notions importantes pour l'étude des organisations politiques et comprendre la manière dont elles s'articulent entre elles ;
- Prendre du recul sur les interprétations du politique diffusées quotidiennement par les médias, les commentateurs et les acteurs politiques eux-mêmes ;
- Mobiliser et « faire travailler » les notions du cours pour comprendre l'actualité politique contemporaine.

Programme des séances

Première partie : La structure des partis et des systèmes partisans.

1. La compétition partisane.
2. La structure interne des partis.
2. La structure intellectuelle : idéologies et programmes.

Deuxième partie : L'assise sociale des partis.

1. Les électeurs.
2. Les militants.

3. Les clientèles.

Troisième partie : Les partis dans leur environnement.

1. Les partis et l'Etat.
2. Les partis au pouvoir.
3. Les partis concurrencés : groupes d'intérêts, syndicats, associations.

Bibliographie indicative

Agrikoliansky, Eric (2015), *Les partis politiques en France*, Paris, Armand Colin, « 128 », 3ème édition.

Dormagen, Jean-Yves et Mouchard, Daniel (2010), *Introduction à la sociologie politique*, Bruxelles, De Boeck.

Offerlé, Michel (2010), *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 8ème édition.

Poimeur, Yves (2014), *Les partis politiques. Du XIXe au XXIe siècle en France*, Paris, LGDJ.

Histoire de la vie politique (1789-1958) (24h)

Cours assuré par M. Bertrand SIMON

Attention : la présentation de cet enseignement (ci-dessous) correspond au cours dispensé durant l'année universitaire 2018-2019.

Le cours de vie politique française aborde les principaux processus et événements qui ont façonné les institutions et les luttes politiques des débuts de la Troisième République (1870) jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le cours s'attachera plus particulièrement à la lente et conflictuelle instauration de la République parlementaire (années 1870-1880), au développement des contestations socialistes, anarchistes, nationalistes et réactionnaires (années 1890-1900), aux conflits entre l'Etat et l'Eglise catholique, à la place croissante prise par les

enjeux internationaux qui mène aux deux guerres mondiales... Privilégiant une approche sociohistorique, il traite à la fois du fonctionnement des grandes institutions démocratiques, de l'établissement des règles du jeu politique, de la vie des partis, des controverses et enjeux politiques majeurs, ainsi que des situations de crise politique, sociale ou institutionnelle. Il aborde les événements politiques nationaux dans leurs relations aux grandes questions économiques, sociales et culturelles des XIXe et XXe siècles, ainsi que dans leur rapport aux enjeux internationaux ou européens. L'objectif est de sensibiliser les étudiants, à travers une démarche historique, aux instruments d'analyse et aux concepts qu'offre la science politique pour comprendre la société politique dans laquelle nous vivons.

Bibliographie

BERNSTEIN (Serge), WINOCK (Michel) (dir.), 2002, L'invention de la démocratie. 1789-1914, Paris, Seuil, « Points-Histoire », n°369 [sp. les chapitres 6 & 7 de la deuxième partie et la troisième partie].

BERNSTEIN (Serge), WINOCK (Michel) (dir.), 2002, La République recommencée. De 1914 à nos jours, Paris, Seuil, « Points-Histoire », n°370.

Les Relations internationales au XXème siècle (26h)

Cours assuré par Mme Laurence BADEL

Cours d'introduction à l'histoire des relations internationales depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours, il entend donner une culture générale et homogène à l'ensemble des étudiants de première année du MRIAÉ, appelés à se spécialiser ensuite sur une région du monde particulière, ainsi qu'aux étudiants qui se destinent aux concours de la haute fonction publique. Le XXe siècle a été marqué par une mondialisation des relations internationales dont il faudra examiner les caractères et les limites. Longtemps centrée sur l'histoire du continent européen, l'historiographie s'est à la fois "désétatisée" et "déseuropéanisée" depuis une quinzaine d'années. Le cours articulera une chronologie revisitée des grandes mutations du siècle et une approche régionale centrée sur l'émergence des Etats non-européens sur la scène internationale. Les grandes catégories de l'action internationale, classiques et renouvelées (diplomatie économique, diplomatie culturelle, diplomatie d'influence etc.) seront mobilisées. Le rôle des acteurs privés et les modalités de leur intervention progressive dans les relations internationales seront analysés au prisme de l'évolution des missions imparties aux Etats et de l'émergence des organisations internationales.

Plan du cours

- Cours 1** L'hégémonie de l'Europe sur les relations internationales au début du XXe siècle
- Cours 2** La Première Guerre mondiale et la mondialisation des relations internationales (1917-1921)
- Cours 3** De la "crise de l'Europe" à l' "autre Europe" (1919-1947)
- Cours 4** Nouveaux enjeux mondiaux et organisations internationales
- Cours 5** L'Amérique latine dans les relations internationales
- Cours 6** Le Moyen-Orient dans les relations internationales
- Cours 7** L'Asie dans les relations internationales
- Cours 8** La Guerre froide globale (1947-1994)
- Cours 9** Tiers-Monde et Guerre froide

- Cours 10** Par-delà le rideau de fer : les relations intereuropéennes pendant la Guerre froide
Cours 11 Chute du Mur de Berlin et recompositions mondiales
Cours 12 L'Union européenne dans les relations internationales : les apories d'une puissance "douce" (1960-2010)
Cours 13 Les "nouvelles relations internationales"

Bibliographie indicative

Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2010.

François Chaubet, Laurent Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011.

Pierre Buhler, *La Puissance au XXIe siècle : Les ressorts de la nouvelle géopolitique*, CNRS éditions, 2011.

Jean-Baptiste Duroselle, André Kaspi, t. 1 *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, t. 2 *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2017.

Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge University Press, 2005 / *La guerre froide globale, le Tiers-Monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007.

Organisation de l'Etat et action publique (36h)

Cours assuré par M. Jérôme VALLUY

Ce cours vise à mettre en relation les grandes tendances historiques qui expliquent l'organisation actuelle de l'État contemporain et les modalités pratiques de son action de transformation de la société. En considérant comme acquis les éléments historiques relatifs à l'histoire constitutionnelle de l'État, il traverse les deux derniers siècles d'histoire pour décrire par comparaison avec d'autres pays, la formation en France d'un État-providence "conservateur-corporatiste", la croissance quantitative des dépenses et fonctions publiques, la segmentation sectorielle de l'appareil d'État et son organisation bureaucratique. Les recherches présentées, pluralistes, élitistes et marxistes, portent sur la formation de structures stables de l'État ainsi que sur des processus de politique publique liés à ces structures.

Plan :

CHAPITRE 1 – LES TRANSFORMATIONS DES FINALITÉS ÉTATIQUES

Section 1 – L'évolution du rôle de l'État dans la société

Section 2 – La progression des doctrines interventionnistes

Section 3 – Formation d'un État-providence « conservateur-corporatiste »

CHAPITRE 2 – L'ACCROISSEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION PUBLIQUE

Section 1 – Évolutions des dépenses publiques et des fonctions publiques

Section 2 – Les interprétations de l'expansion de l'État

CHAPITRE 3 – LA SECTORISATION DU GOUVERNEMENT POLITIQUE

Section 1 - La genèse des « catégories de politique publique »

Section 2 – Segmentations de l'appareil administratif de l'État

CHAPITRE 4 – FORMALISATION JURIDIQUE ET BUREAUCRATISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Section 1 : Le processus de rationalisation selon Max Weber

Section 2 : Droit et administration dans l'action publique

Bibliographie

DE SWAAN Abram, *Sous l'aile protectrice de l'État*, Paris : PUF, 1988.

DUBOIS Vincent, *Les politiques culturelles - Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris : Belin, 1999.

ESPIN-ANDERSEN Gosta, *Les trois mondes de l'État-providence*, Paris : PUF, 1999

GUESLIN André, *L'État, l'économie et la société française XIXème - XXème siècle*, Paris : Hachette, 1997.

JOBERT Bruno, MULLER Pierre, *L'État en action*, Paris : PUF, 1989

ROSANVALLON Pierre, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris : Seuil, 1990. 199

Politique de l'Union Européenne (24h)

Cours assuré par M. Guillaume SACRISTE

Ce cours entend présenter de manière analytique certaines logiques de fonctionnement de la polity communautaire. Il substitue aux grandes théories une analyse en termes de champ faible (Topalov (1999), Vauchez (2014), Sacriste (2014)). Il interroge certains mécanismes d'autonomisation du champ du pouvoir européen et insiste sur son hétéronomie à l'égard des logiques de certains champs connexes. C'est ainsi par exemple que les institutions européennes seront présentées comme étant perméables aux logiques nationales, ce constat n'étant pas spécifique aux institutions dites intergouvernementales mais porte aussi sur les institutions dites supranationales comme la Commission ou le Parlement européen lui-même. Seront donc mises en évidence la juxtaposition, la conciliation et l'hybridation de logiques européennes et de logiques nationales – tant bureaucratique qu'économique - dans le fonctionnement du champ du pouvoir européen.

Régime de l'obligation (36h)

Cours assuré par M. Nicolas BARGUE ou par M. Mathias HOUSSIN (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

« Le cours de régime général de l'obligation s'inscrit dans le prolongement de l'étude des sources de l'obligation, c'est-à-dire du contrat et de la responsabilité civile. Il s'attache d'abord à décrire les modalités de l'obligation, de son exigibilité et de son exécution. Est ensuite étudiée dans le cadre de ce cours la transmission d'un patrimoine à un autre des créances, des dettes et des contrats. Enfin, sont examinés les différents modes d'extinction de l'obligation, qui pourront satisfaire ou non le créancier selon les cas. »

Nicolas BARGUE

« Le régime général de l'obligation englobe toutes les règles qui régissent la naissance et l'extinction des obligations. A l'inverse du droit de la responsabilité civile, ou du droit des contrats, beaucoup plus casuistiques, le régime général de l'obligation concerne potentiellement toutes les obligations (contractuelles, délictuelles... en droit civil, commercial...) et revêt donc un aspect assez théorique. Il y est question d'étudier, d'abord, la notion de droit de gage général des créanciers, ainsi que les modalités qui peuvent affecter les conditions d'exécution d'une obligation (condition, terme...). Sont ensuite étudiées les opérations sur créances, très fréquentes en pratique, et en particulier les mécanismes tripartites parfois complexes, et enfin les modes classiques et moins classiques d'extinction des obligations ».

Mathias HOUSSIN

Sociologie des politiques publiques (24h)

Cours assuré par Mme Julie GERVAIS

PRESENTATION GENERALE

Ce cours aborde les principales approches de l'analyse des politiques publiques, apporte une perspective critique sur les travaux existants et offre des outils pour les utiliser dans le cadre d'enquêtes de terrain. En partant d'exemples concrets de politiques publiques et d'enquêtes réalisées, il cherche à doter les étudiant-es de repères théoriques et de réflexes critiques, tout en leur permettant d'appréhender de façon sociologique les transformations qui marquent actuellement l'action publique.

EVALUATION

Il est vivement conseillé de faire un travail de lecture parallèlement au cours.

PLAN SOMMAIRE

Propos liminaires et pédagogiques

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION GENERALE

I. L'analyse de l'action publique : généalogie et mise en perspective d'une discipline appliquée

- A. La genèse de l'action publique
- B. La *policy science* américaine au service d'une meilleure administration
- C. Le tournant de l'après Seconde guerre mondiale : la *policy analysis*
- D. La sociologie des organisations

II. Une science sociale de l'action publique : rompre avec les représentations officielles

III. Qu'est-ce qu'une politique publique ?

- A. « Publique »
- B. « Politique »

- C. Politiques publiques
- D. L'action publique a des dimensions cognitives et normatives

IV. Qu'est-ce qu'analyser sociologiquement une politique publique ?

- A. Pourquoi l'Etat a-t-il investi dans la lutte contre le cancer ?
- B. Comment les épidémies mènent-elles à la création de biens collectifs ?
- C. Pourquoi faut-il choisir entre boire et conduire ?

V. Les étapes de l'enquête d'un-e sociologue de l'action publique

- A. Les qualités d'un bon ou d'une bonne chercheuse
- B. Une enquête sur les relations entre agents HLM et locataires
- C. Une enquête sur les débats autour de l'épidémie de sida

CHAPITRE 2 : FAIRE PROBLEME, FAIRE AGIR

I. Sociologie de la construction des problèmes publics

- A. L'analyse séquentielle illustrée et sa critique
- B. Qu'est-ce qu'un problème public ?

II. Mobilisations d'acteurs et demande sociale

- A. Entrepreneurs de cause et *claimsmakers*
- B. Le processus de publicisation des problèmes

III. La mise sur agenda des problèmes publics

- A. Qu'est-ce que la mise sur agenda ?
- B. Processus pluraliste/processus élitiste

CHAPITRE 3 : LES « ELITES » DE L'ACTION PUBLIQUE

I. La fabrique de la bureaucratie : un processus historique de division du travail

- A. D'une conception patrimoniale de la fonction publique...
- B. ...au modèle légal-rationnel

II. La Noblesse d'Etat et la fabrique des hauts fonctionnaires

- A. La reproduction sociale des élites politico-administratives
- B. Grands corps et esprit de corps
- C. Un processus gouvernant indissociablement politique et administratif

III. La mise en scène de la décision et l'analyse du processus décisionnel « par le haut »

- A. La décision : rationnelle ?
- B. Une mise en œuvre non problématique de la décision ?
- C. L'évaluation des politiques publiques

CHAPITRE 4 : LES AGENTS AU FRONT DE L'ACTION PUBLIQUE

I. La sociologie des « street-level bureaucrats » (SLB)

- A. La socialisation professionnelle en pratiques : le cas des « matons »
- B. Rapport au travail et assignation sexuée des activités chez les SLB

II. Les fonctionnaires au guichet comme *policy-makers*

- A. Le pouvoir discrétionnaire des SLB
- B. Conditions de travail et redistribution inégalitaire des ressources

III. Etudes de cas : le traitement administratif de la misère

- A. Adaptation au public et dépassement des rôles prescrits
- B. Les guichetiers de l'immigration au travail
- C. De l'autre côté du guichet

IV. Les ressortissants, acteurs des politiques publiques

- A. Les *policy feedback*
- B. La réception de l'action publique

CHAPITRE 5 : RECOMPOSITIONS CONTEMPORAINES DE L'ACTION PUBLIQUE

I. D'où vient le néo-libéralisme et comment s'est-il imposé en France ?

- A. Les années 1930 et la naissance du néo-libéralisme
- B. 1957-58 : La première inflexion néo-libérale et l'entrée de la France dans le marché commun
- C. La deuxième inflexion néo-libérale (1976-81) et la crise économique des années 1970
- D. Après la contre-inflexion d'Union de la gauche (1981), la 3^e inflexion néo-libérale : le tournant de la rigueur (1983)

II. Ce qu'est le néo-libéralisme : une pensée d'Etat

- A. Un projet fondamentalement politique
- B. La mutation des rôles légitimes de l'Etat

III. Nouvelles idéologies de l'Etat en action

- A. Perte de centralité de l'Etat dans la régulation des sociétés contemporaines
- B. L'avènement de la gouvernance ?
- C. Les services publics face au *New Public Management*

Sociologie des problèmes sociaux

ATTENTION : ce cours a lieu sur les 2 semestres (19h30 + 19h30)

Cours assuré par Mme Christel COTON

Le cours de sociologie des problèmes sociaux permet aux étudiants de se familiariser avec la démarche sociologique dans son approche des problèmes sociaux. Il s'agit de s'intéresser à la construction sociale, politique et médiatique des problèmes sociaux, et de voir en quoi les outils de la sociologie (cadre théorique et enquêtes empiriques) peuvent renouveler l'approche et la connaissance que nous pouvons avoir de tel ou tel « problème ». Plusieurs thématiques sont ainsi étudiées dans le courant de l'année : le phénomène des « bandes de jeunes », l'absentéisme scolaire, le handicap, le service national universel et le service civique. L'idée est de travailler sur la façon dont la jeunesse / les jeunes peuvent se voir élevées au rang de problème social. Le premier semestre est consacré à la question de la condition étudiante. Les conditions de vie et de travail des étudiants sont approchées et documentées à travers un travail d'exploration bibliographique des travaux de sciences sociales ayant abordé ces questions.

Options proposées au semestre 2

ATTENTION : le nombre d'options proposées au semestre 2 est moins important qu'au semestre 1.

Droit des technologies de l'information (33h)

Cours assuré par M. William GILLES

« Ce cours est une introduction au droit du numérique. Il étudie l'évolution du droit face aux enjeux contemporains de la société numérique. Après avoir étudié comment la société numérique s'est formée, le cours traite des questions telles que la fracture numérique, les transformations de l'État et des administrations à l'ère du numérique, du droit d'accès à l'information (open data, open government) ou encore de la cybercriminalité et de la difficulté des pouvoirs publics à appréhender cette question. »

William Gilles

Histoire de l'administration (24h)

Cours assuré par M. Aram MARDIROSSIAN

Depuis l'Ancien Régime, montre la constitution d'une administration moderne.

Histoire des idées politiques (36h)

Cours assuré par M. Paul ZAWADZKI

« Le cours *d'Histoire des idées politiques* se composera de deux parties. La première s'attachera à explorer certaines émergences conceptuelles qui caractérisent la modernité démocratique dans ses trois dimensions constitutives que sont le politique, le droit et l'histoire. Nous le ferons à partir de la lecture de quelques textes classiques, parmi lesquels Machiavel, More, La Boétie, Bodin, Hobbes, Locke, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Kant, Herder, Tocqueville... Selon le temps qui restera, la deuxième partie constituera une introduction à certains problèmes choisis de la pensée politique du XXe siècle (Weber, Carl Schmitt, Karl Popper, Jürgen Habermas...). »

Paul Zawadzki

Questions européennes (24h)

Cours assuré par Messieurs Maxime BRUN et Rémi AUGUSTYNIAK-BERZIN

Plan de Cours (susceptible d'être modifié)

Introduction

- Présentation rapide chargés de cours / étudiants / attentes / objectifs
- Présentation succincte du plan de cours / système d'évaluation
- Comment penser l'Europe ? Quelle(s) Europe(s) ? Introduction sur les approches disciplinaires

1^{ère} Partie – Institutions, fonctionnement et équilibre institutionnels de l'Union européenne

- Conseil européen et Conseil de l'UE
- La Commission européenne, les organes et les agences
- Le Parlement européen
- La Cour de Justice de l'UE
- Les organes consultatifs (CoR, CESE) et les « consultés »
- Gouvernance et processus décisionnels

« L'Europe des pratiques » =>

- Retracer et comprendre les logiques de vote (à l'aide de <http://www.votewatch.eu/>)
- Construction d'une cartographie de parties prenantes
- Consultation des sites de suivi du processus législatif, du registre de transparence
- Livres verts, blancs, consultations
- Carrières européennes : sociologie des acteurs, chercher un stage, préparer le concours EPSO
- Initiative citoyenne européenne (ICE)
- Explication précise de l'exercice de lobbying demandé

2^{ème} Partie – Les politiques (internes et externes) de l'Union européenne

- L'Europe de la Défense / Défense européenne
- Le budget de l'Union européenne
- La politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale
- La politique européenne de la Recherche : le programme Horizon 2020

« L'Europe des pratiques » =>

- Consultation du site Europe-en-France.gouv.fr : réflexion sur la communication européenne au travers du financement des politiques publiques
- Appui au montage d'une demande d'aide européenne (Fonds Européen de Développement Régional – FEDER)
- Carte des acteurs européens et nationaux de la politique de cohésion
- Bénéficiaire d'une aide du programme Horizon 2020 : focus sur l'action Marie-Sklodowska-Curie

Science administrative - Théories de l'Etat (33h)

Cours assuré par M. David SOLDINI

« L'étude de l'administration constitue un des moyens possibles pour appréhender le concept d'Etat. Ce cours vise à illustrer cette approche grâce à une présentation des débats sur la nature de l'Etat. Une attention particulière est portée à la discussion sur la crise de l'Etat moderne au début du vingtième siècle et aux interventions des administrativistes, en France, mais également en Italie ou en Allemagne. Les théories de Léon Duguit, Maurice Hauriou ou Santi Romano font l'objet de présentations approfondies. Le cours est également l'occasion de mesurer la « modernité » de ces approches : la manière dont elles ont, ou non, survécu, les pensées qu'elles ont engendrées et leur utilité aujourd'hui. »

David Soldini

Sociologie des problèmes sociaux

ATTENTION : ce cours a lieu sur les 2 semestres (19h30 + 19h30)

Cours assuré par Mme Christel COTON

Le cours de sociologie des problèmes sociaux permet aux étudiants de se familiariser avec la démarche sociologique dans son approche des problèmes sociaux. Il s'agit de s'intéresser à la construction sociale, politique et médiatique des problèmes sociaux, et de voir en quoi les outils de la sociologie (cadre théorique et enquêtes empiriques) peuvent renouveler l'approche et la connaissance que nous pouvons avoir de tel ou tel « problème ». Plusieurs thématiques sont ainsi étudiées dans le courant de l'année : le phénomène des « bandes de jeunes », l'absentéisme scolaire, le handicap, le service national universel et le service civique. L'idée est de travailler sur la façon dont la jeunesse / les jeunes peuvent se voir élevés au rang de problème social. Le premier semestre est consacré à la question de la condition étudiante. Les conditions de vie et de travail des étudiants sont approchées et documentées à travers un travail d'exploration bibliographique des travaux de sciences sociales ayant abordé ces questions.

Sociologie politique du pouvoir local (24h)

Cours assuré par Mme Anne-France TAICLET

Le cours propose une lecture de science politique sur les processus de territorialisation de l'action publique. Il poursuit un triple objectif :

- Apporter des notions solides sur ce qu'est l'action publique territoriale, les institutions et les acteurs qui participent à sa fabrication collective, les dispositifs matériels et symboliques dans lesquels elle s'incarne, afin de donner un socle concret de connaissances et une perception réaliste et incarnée des politiques territoriales

- Identifier les grands enjeux politiques et les tensions structurantes qui traversent l'action publique territoriale

- Inscrire l'objet dans une perspective générale de questionnements de sociologie du pouvoir, de la représentation politique, et de l'action publique : les processus réformateurs, les diverses dimensions de la politisation, les logiques de professionnalisation et d'expertise, la complexité des processus décisionnels, la construction des normes, l'allocation des ressources, la représentation des intérêts sociaux, les rapports de pouvoir

Plan général du cours

Chapitre 1

Les cadres politiques et institutionnels du pouvoir local

1. Pouvoir local et politiques publiques : approche socio-historique
 - A. Affirmation des pouvoirs locaux et innovations : les communes sous la III^e République
 - B. Jacobinisme apprivoisé et régulation croisée
2. La décentralisation ou les aléas du volontarisme réformateur
 - A. Les transformations au long cours de l'organisation territoriale
 - B. Rhétoriques de justification et facteurs de faisabilité des réformes
 - C. La question de l'autonomie des collectivités
3. L'intercommunalité
 - A. La domestication municipale des institutions
 - B. L'affirmation des métropoles

Chapitre 2

La professionnalisation du pouvoir local

1. La représentation politique
 - A. Sélection sociale des élu.e.s, professionnalisations différentielles
 - B. L'ancrage territorial, les élections locales
 - C. La professionnalisation des entourages
2. La gouvernance urbaine : les acteurs publics et leurs partenaires
 - A. La participation des acteurs économiques à l'action publique locale
 - B. Les délégations au secteur associatif
3. La standardisation des politiques locales
 - A. La circulation des modèles : grands projets urbains, politiques culturelles...
 - B. Une dépolitisation de l'action publique territoriale ?

Chapitre 3

Différenciations territoriales

1. Les dynamiques territoriales contemporaines
 - A. La métropolisation
 - B. Le périurbain et les mondes ruraux
 - C. Le déclin territorial
2. Inégalités socio-spatiales et territorialisation de l'action publique
 - A. De l'aménagement à la compétitivité des territoires
 - B. La discrimination positive territoriale : la politique de la ville

C. La rénovation urbaine

Chapitre 4

Mobilisations et enjeux de luttes dans les territoires

1. La participation au pouvoir local
 - A. Variété des groupes d'intérêts locaux et participation aux décisions publiques
 - B. La question du clientélisme
2. Territoires de contestations
 - A. Conflits d'usages et luttes d'appropriation de l'espace
 - B. Un répertoire d'action collective locale : l'occupation

Chapitre 5

Logement et peuplement

1. La « mixité sociale »
 - A. Retour sur un mot d'ordre
 - B. La gentrification des villes
2. Acteurs publics et privés dans la production de logements
 - A. Des enjeux économiques
 - B. Logiques de régulation du peuplement

Bibliographie

Manuels de référence

Douillet (Anne-Cécile), Lefebvre (Rémi), *Sociologie politique du pouvoir local*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2017.

Frinault (Thomas), *Le pouvoir territorialisé en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Didact, 2012.

Pasquier (Romain), Guignier (Sébastien), Cole (Alistair), dir., *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

Sites web

www.collectivites-locales.gouv.fr

www.cget.gouv.fr

www.observatoire-des-territoires.gouv.fr

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

www.cartelec.net

Revue *Métropolitiques*

Sélection bibliographique par chapitres

1.1 De Barros (Françoise), « Secours aux chômeurs et assistance durant l'entre-deux-guerres. Etatisation des dispositifs et structuration des espaces politiques locaux », *Politix*, vol. 14, n°53, 2001, pp.117-144.

Pollet (Gilles), « La construction de l'Etat social à la française : entre local et national (XIX^e-XX^e siècles), *Lien social et politiques*, n°33, 1995, p. 115-131.

Worms (Jean-Pierre), « Le Préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, 1966, pp. 249-275.

1.2 « Collectivités territoriales, la nouvelle donne », *Cahiers Français*, n°391, mars-avril 2016
Le Lidec (Patrick) « Le jeu du compromis. L'Etat et les collectivités territoriales dans la décentralisation en France », *Revue française d'administration publique*, 2007/1, n° 121-122, p. 111-130.

Offner (Jean-Marc), « Les territoires de l'action publique locale : fausses pertinences et jeux d'écart », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n°1, p. 27-47.

1.3 Desage (Fabien), Guéranger (David), *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Bellecombren-Bauges, Editions du Croquant, 2011.

Gaxie (Daniel) dir. *Luttes d'institutions. Enjeux et contradictions de l'administration territoriale*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Olive (Maurice), « Métropoles en tension. La construction heurtée des espaces politiques métropolitains », *Espaces et société*, n°160-161, 2015, p. 135-151.

Veltz (Pierre), *Paris, France, monde. Repenser l'économie par le territoire*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2012.

2.1 Alcaras (Robert), Nonjon (Magali) et al., « La conversion managériale des hauts fonctionnaires : un mythe utile pour l'Etat social local français ? », *Revue internationale des sciences administratives*, 2016/82, p. 203-221.

Biland (Emilie), *La fonction publique territoriale*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2012.

Douillet (Anne-Cécile), Robert (Cécile), « Les élus dans la fabrique de l'action publique locale », *Sciences de la société*, n°71, 2007, p. 3-24.

Fragon (Julien), « Qui gouverne dans les communes ? La prise de décision au prisme du directeur de cabinet » in Beauvallet (Willy), Michon (Sébastien), dir., *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.

Godmer (Laurent), Marrel (Guillaume), *La politique au quotidien. L'agenda et l'emploi du temps d'une femme politique*, Lyon, ENS Editions, 2016.

Koebel (Michel), « Le profil social des maires de France », *Pouvoirs*, n°148, 2014, p. 123-138.

Mazeaud (Alice), Nonjon (Magali), « De la cause au marché de la démocratie participative », *Agone*, n°56, 2015, p. 135-152.

Retière (Jean-Noël), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n°63, 2003, p. 121-143.

2.2 Béal (Vincent), « Neoliberalism French Style : marché et politique dans la gestion de l'environnement à Nantes », *Sociétés contemporaines*, 2017/3, n°107, p. 51-77.

Guironnet (Antoine), « Une financiarisation si discrète ? La circulation des standards de la filière d'investissement en immobilier tertiaire dans les politiques de développement urbain du Grand Lyon », *Métropoles*, n°19, 2016 (en ligne).

Huré (Maxime), « Une action publique hybride? Retour sur l'institutionnalisation d'un partenariat-public-privé. JC Decaux à Lyon », *Sociologie du travail*, vol. 56, n°2, p. 233-253

Lorrain (Dominique), « La main discrète. La finance globale dans la ville », *Revue française de science politique*, 61/6, 2011, p. 1097-1122.

Pinson (Gilles), « Projets de ville et gouvernance urbaine. Pluralisation des espaces politiques et recomposition d'une capacité d'action collective dans les villes européennes », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2006.

2.3 Arnaud (Lionel), Le Bart (Christian), Pasquier (Romain), *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Rennes, PUR, 2007.

Desage (Fabien), Godard (Jérôme), « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales. Retour critique sur le rôle des idées dans l'analyse de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2005/4, n°50, 2005, p. 633-662.

Freyermuth (Audrey), « L'offre municipale de sécurité : un effet émergent des luttes électorales. Une comparaison des configurations lyonnaise, niçoise, rennaise et strasbourgeoise (1983-2001) », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/1 (vol.20), p. 89-116

3.1 Commission européenne, Rapport sur l'état des villes européennes, 2016

(http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/cities-report)

Charmes (Eric), *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF, 2011.

Davezies (Laurent), *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris, Seuil, 2012.

France Stratégie, *Dynamiques et inégalités territoriales*, juillet 2016.

Le Galès (Patrick), *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Mischi (Julian), Renahy (Nicolas), « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, 2008/3, n°83, p. 9-21.

Sassen (Saskia), *La ville globale*, Paris, Descartes et Cie, 1996.

Wolff (Manuel), Fol (Sylvie), Roth (Hélène), Cunningham-Sabot (Emmanuèle), « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergéo, European Journal of Geography* (en ligne), 2013.

3.2 Donzelot (Jacques), dir., *A quoi sert la rénovation urbaine ?*, Paris, PUF, coll. Villes en débat, 2012.

- Epstein (Renaud), *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'Etat*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

- Estèbe (Philippe), « Instruments et fondements de la géographie prioritaire de la politique de la ville (1982-1996) », *Revue française des affaires sociales*, vol. 55, n° 3, 2001, pp. 25-35.

Kirszbaum (Thomas), dir., *En finir avec les banlieues ? Le désenchantement de la politique de la ville*, Éditions de l'Aube, 2015.

- Tissot (Sylvie), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Paris, Seuil, 2007.

- Tissot (Sylvie), Poupeau (Franck), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, 2005, p. 4-9.

4.1 Cadiou (Stéphane) dir., *Gouverner sous pression ? La participation des groupes d'intérêt aux affaires territoriales*, Paris, LGDJ, 2016.

Mattina (Cesare), « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille », *Politix*, 2004/17, (67), pp.129-155

Nez (Héloïse), « Qui est légitime pour représenter les intérêts de la population ? Luttes urbaines et institutions participatives en France et en Espagne », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, n°1, p. 7-23.

4.2 Chabbal (Jeanne), « Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public », *Politix*, n°70, 2005.

Subra (Philippe), « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des 'zones à défendre' (2008-2017) », *Hérodote*, 2017/2, n°175, p. 11-30.

Tissot (Sylvie), « Naissance d'un quartier historique : patrimonialisation architecturale et luttes politiques dans le South End de Boston (1965-1995), *Sociétés contemporaines*, 2010/4, n°80, p. 5-27

5.1 Clerval (Anne), Fleury (Antoine) « Politiques urbaines et gentrification. Une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'espace politique* (en ligne), 2009/2.

Lambert (Anne), « La gauche et le péri-urbain. Les ambiguïtés de la politique de 'mixité sociale' dans une petite commune pavillonnaire et ses effets sur le peuplement », *Politix*, n° 101, 2013, p.105-131.

5.2 Bourgeois (Marine), « Choisir les locataires du parc social ? Une approche ethnographique de la gestion des HLM », *Sociologie du travail*, n°55, 2013, p. 56-75.

Desage (Fabien), « 'Un peuplement de qualité'. Mise en œuvre de la loi SRU dans le périurbain résidentiel aisé et discrimination discrète », *Gouvernement et action publique*, 2016/3, p. 83-112.

Gimat (Mathieu), Pollard (Julie), « Un tournant discret : la production de logements sociaux par les promoteurs immobiliers », *Géographie, économie, société*, 2016, vol. 18, n°2, p. 257-282